

Handicap International s'inquiète de la montée des victimes de mines antipersonnel et de la baisse des financements dans la lutte contre ces armes

La baisse des fonds alloués à la lutte contre les mines pourrait compromettre les progrès réalisés jusqu'ici, met en garde la **Campagne internationale pour interdire les mines** (ICBL), qui a remis aux Nations unies, en septembre 2006, son rapport annuel, "**Vers un monde sans mines**". Leur utilisation devient toutefois de plus en plus rare.

Trois pays - le Népal, la Russie et la Birmanie - ont continué à recourir à des mines antipersonnel en 2005 et 2006: la Birmanie, le Népal et la Russie, relève cet Observatoire des mines - qui informe de la situation globale du problème des mines dans le monde, et examine la mise en œuvre et le respect du Traité d'interdiction des mines d'Ottawa de 1997.

Des **groupes rebelles** ont employé dans au moins dix pays des mines antipersonnel ou des engins non explosés, a affirmé Stephen Goose, directeur de l'ICBL. Un niveau record de déminage a été atteint en 2005, mais il reste des mines antipersonnel dans plus de 78 pays.

LE RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DES MINES



Selon le **rapport**, le nombre de victimes de mines antipersonnel a augmenté de 11 % en 2005 par rapport à 2004, et les financements pour la lutte contre les mines, d'un montant total de 376 millions de dollars, ont baissé pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du **Traité d'interdiction des mines** d'Ottawa de 1997 (baisse de 23 millions de dollars par rapport à 2004). Une situation qui inquiète Handicap International, co-Prix Nobel de la Paix 1997 pour son combat contre les mines antipersonnel.

UNE HAUSSE DES VICTIMES DE MINES. Le nombre de victimes enregistrées, qui correspond à moins de la moitié du nombre réel (7'328 en 2005) est en hausse de 11 % par rapport à 2004. Plus de 80 % des victimes sont des civils. Cette augmentation est en grande partie due aux conflits en Birmanie, en Inde, au Pakistan, au Népal et en Colombie, relevant le nombre le plus important de victimes. A ce jour, on compte plus de 400'000 personnes gravement mutilées, survivantes d'un accident par mine.

UNE BAISSSE DES FINANCEMENTS. Les financements globaux (assistance aux victimes de mines, déminage, sensibilisation aux dangers par mines, etc.) à hauteur de 376 millions de dollars, sont en baisse de 23 millions de dollars par rapport à l'année précédente. En 2005, la Commission européenne et Les Etats-Unis ont baissé leurs financements. La France a de son côté doublé ses financements (3,19 millions d'euros). Mais ils demeurent cependant inférieurs à ceux de nombreux

autres pays (Allemagne : 16,63 millions d'euros, Royaume-Uni : 16,87 millions d'euros).

DES PAYS TOUJOURS PRODUCTEURS ET UTILISTEURS DE MINE Au 1er juillet 2006, **151 Etats étaient parties au Traité d'interdiction** et trois étaient signataires. Depuis 2005, 4 nouveaux Etats sont parties au Traité : Haïti, les îles Cook, Brunei et l'Ukraine, détenteur du 4ème stock mondial de mines antipersonnel. Les pays produisant ou utilisant des mines antipersonnel refusent toujours d'adhérer au Traité : c'est le cas de la Birmanie, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, et de la Russie. Les Etats-Unis, premier contributeur mondial pour la lutte contre les mines, n'utilisent ni ne produisent de mines antipersonnel, mais refusent toujours d'adopter le Traité d'interdiction, dont l'universalisation reste un objectif prioritaire dans l'optique de l'éradication des mines. Treize pays produisent ou se réservent toujours le droit de produire des mines antipersonnel : la Birmanie, la Chine, Cuba, l'Inde, l'Iran, la Corée du Nord, la Corée du Sud, le Népal, le Pakistan, la Russie, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Au cours des dix dernières années, le commerce mondial de ces armes s'est limité à des transferts illicites limités et non reconnus. En 2005, au moins trois pays ont continué à utiliser des mines antipersonnel : le Népal, la Russie et surtout la Birmanie.

Durant cette année, les **groupes armés non étatiques** ont été plus nombreux à utiliser des mines ou des engins explosifs improvisés, dans au moins 10 pays. Certains groupes armés se sont toutefois engagés à ne plus utiliser de mines antipersonnel tels que le Front Polisario au Sahara Occidental et le Parti des travailleurs du Kurdistan.

UN DEMINAGE QUI PROGRESSE. Point positif du rapport, l'année 2005 a été marquée par des efforts de déminage sans précédent : plus de 740 km (soit l'équivalent de la ville de New York) ont été déminés. Une superficie qui s'ajoute aux 1'100 Km déjà déminés depuis 2000 (à peine la superficie de la Martinique). Plus de 470'000 mines antipersonnel et plus de 3 750 000 engins explosifs ont été enlevés et détruits. Cependant, de nombreux terrains sont encore affectés par les mines dans au moins 78 pays et 7 territoires.

Source : Handicap International, Genève, septembre 2006. Le **rapport** de l'Observatoire des mines est disponible sur www.icbl.org/lm/2006
